

Ville de Huntingdon
Rapport Financier consolidé
31 décembre 2018

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Huntingdon

Code géographique : 69055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Johanne Hébert, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Huntingdon pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

Johanne Hébert

Date

2020-02-10

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Huntingdon

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Huntingdon (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Huntingdon au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Huntingdon inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

¹
Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

¹ Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2020-02-10

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	2 926 280	2 900 688	2 797 714
Compensations tenant lieu de taxes	2	242 513	244 520	237 110
Quotes-parts	3			
Transferts	4	949 675	490 642	590 213
Services rendus	5	701 241	1 264 609	758 642
Imposition de droits	6	41 475	97 406	43 220
Amendes et pénalités	7	5 000	4 780	5 376
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	63 685	96 252	80 381
Autres revenus	10	12 255	413 892	71 987
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	4 942 124	5 512 789	4 584 643
Charges				
Administration générale	14	812 338	819 443	775 978
Sécurité publique	15	366 565	387 890	368 228
Transport	16	537 135	701 354	629 199
Hygiène du milieu	17	1 471 727	1 432 602	1 359 591
Santé et bien-être	18	54 000	64 468	43 090
Aménagement, urbanisme et développement	19	579 138	1 123 912	561 896
Loisirs et culture	20	235 666	269 325	297 458
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	231 672	237 521	239 190
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	4 288 241	5 036 515	4 274 630
Excédent (déficit) de l'exercice	25	653 883	476 274	310 013
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		14 077 989	13 767 976
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		14 077 989	13 767 976
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		14 554 263	14 077 989

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	573 915	740 384
Débiteurs (note 5)	2	3 815 954	3 956 560
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 604 772	1 767 612
	8	5 994 641	6 464 556
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 438 501	1 424 369
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	825 480	515 921
Revenus reportés (note 12)	12	173 076	136 888
Dette à long terme (note 13)	13	6 231 708	7 000 122
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	8 668 765	9 077 300
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(2 674 124)	(2 612 744)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	15 182 369	14 836 259
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 994 012	1 815 462
Stocks de fournitures	19	41 229	38 923
Autres actifs non financiers (note 17)	20	10 777	89
	21	17 228 387	16 690 733
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	14 554 263	14 077 989

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	653 883	476 274	310 013
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	3 328 400 ) (	994 064 ) (	495 383)
Produit de cession	3			6 000
Amortissement	4		645 759	649 520
(Gain) perte sur cession	5		2 195	3 746
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(3 328 400)	(346 110)	163 883
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(178 550)	(25 834)
Variation des stocks de fournitures	9		(2 306)	5 953
Variation des autres actifs non financiers	10		(10 688)	(89)
	11		(191 544)	(19 970)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(2 674 517)	(61 380)	453 926
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(2 612 744)	(3 066 670)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(2 612 744)	(3 066 670)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(2 674 124)	(2 612 744)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	476 274	310 013
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	645 759	649 520
Autres			
- Gain(perte) sur cession d'immo	3	2 195	3 746
-	4		
	5	1 124 228	963 279
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	140 606	692 993
Autres actifs financiers	7	162 840	(14 354)
Créditeurs et charges à payer	8	309 559	(137 212)
Revenus reportés	9	36 188	(17 942)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(178 550)	(25 834)
Stocks de fournitures	12	(2 306)	5 953
Autres actifs non financiers	13	(10 688)	(89)
	14	1 581 877	1 466 794
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(994 064)	(495 383)
Produit de cession	16		6 000
	17	(994 064)	(489 383)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(762 389)	(597 302)
Variation nette des emprunts temporaires	25	14 132	(71 763)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(6 025)	11 374
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(754 282)	(657 691)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(166 469)	319 720
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	740 384	420 664
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	740 384	420 664
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	573 915	740 384

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Huntingdon est constituée en vertu de la Loi sur les Cités et Villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières de l'organisme qui est sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant : la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les comptes de la ville et de l'organisme compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Au 1er janvier 2014, la Ville de Huntingdon a réintégré la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon. Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon pour l'exercice est de 15,03 % faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 13,33 % en début d'exercice à 13,42 % à la fin de l'exercice.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêt sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Huntingdon, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente et la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

b) Actifs non financiers**Autres actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Stocks

Les stocks sont présentés à l'actif de la ville et sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé par la méthode de l'épuisement successif (PEPS). Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	Linéaire	- 10, 15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	- 15, 20, 30 et 40 ans
Véhicules	Linéaire	- 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	- 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	- 10 et 40 ans

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

-pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Engagements

L'engagement contracté envers un tiers de se procurer un bien ou un service n'est pas considéré comme une transaction de dépenses. La comptabilisation de la charge se fait lorsque les biens ou les services sont reçus ou rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables**Actifs éventuels**

À compter du présent exercice, la Ville a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la Ville n'a aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Droits contractuels

À compter du présent exercice, la Ville a adopté la norme SP 3380, Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs ou à des revenus dans l'avenir.

Les informations requises sur les droits contractuels de la Ville en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19 et portent sur des baux de location, sur des ententes de fourniture de services et sur une entente de transfert. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Information relative aux apparentés et opérations interentités

À compter du présent exercice, la Ville a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

Il n'y a eu aucune opération interentité au cours de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 573 915	740 384
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
Autres éléments		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 573 915	740 384
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 11 861	18 099
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 525 653	554 131
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 68 496	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 1 466 424	1 393 636
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 125 807	285 163
Organismes municipaux	15 6 495	12 621
Autres		
- Droits de mutation	16 24 743	3 496
- Autres	17 1 598 336	1 707 513
	18 3 815 954	3 956 560
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 494 555	658 919
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 494 555	658 919
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
Note		
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	52 567
Autres régimes (REER et autres)	41	640
Régimes de retraite des élus municipaux	42	16 076
	43	69 283
		51 545
		627
		13 415
		65 587

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	1 604 772	1 767 612
Autres	45		
	46	1 604 772	1 767 612

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 400 000\$ pour ses opérations courantes. Cette marge de crédit porte intérêt au taux de base (3.95% au 31 décembre 2018). Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

La ville a également autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 400 000\$ au taux préférentiel (3.95% au 31 décembre 2018) pour le parc industriel. Au 31 décembre 2018, le solde de cette marge est de 399 879 \$.

La ville a autorisé et négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 1 544 553 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel (3.95% au 31 décembre 2018). Au 31 décembre 2018, les montants utilisés totalisaient 1 038 622 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	506 805	218 547
Salaires et avantages sociaux	48	177 210	168 596
Dépôts et retenues de garantie	49	61 268	44 320
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Québec	53	23 264	19 186
- Organismes municipaux	54	15 159	20 362
- Intérêts courus sur dette L-T	55	41 774	44 815
- Gouvernement du Canada	56		95
-	57		
	58	825 480	515 921

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	3 473	8 171
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transferts	68	137 755	95 612
- Autres	69	31 848	33 105
-	70		
-	71		
	72	173 076	136 888

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018			2017			
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,45	3,79	2019	2036	73	6 206 400	6 961 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80	48 777	55 766
					81	6 255 177	7 017 566
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(23 469)	(17 444)
					83	6 231 708	7 000 122

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets			Autres dettes à long terme		Total 2018	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement		Location-acquisition	Autres		
2019	84	92	536 400	100	109	4 507 117	540 907
2020	85	93	531 700	101	110	4 628 118	536 328
2021	86	94	547 100	102	111	4 749 119	551 849
2022	87	95	563 100	103	112	4 883 120	567 983
2023	88	96	580 200	104	113	4 749 121	584 949
2024 et +	89	97	3 447 900	105	114	25 261 122	3 473 161
	90	98	6 206 400	106	115	48 777 123	6 255 177
Intérêts et frais accessoires				107			124
	91	99	6 206 400	108	116	48 777 125	6 255 177

Note

	2018	2017	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(2 674 124)	(2 612 744)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	(2 674 124)	(2 612 744)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	130	6 696 108	158	20 697	185		212		6 716 805
Eaux usées	131	11 433 295	159	6 754	186		213		11 440 049
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	3 560 590	160	6 754	187		214		3 567 344
Autres	133	1 429 264	161	22 644	188	234 682	215		1 217 226
Réseau d'électricité	134		162		189		216		
Bâtiments	135	1 057 514	163	145 253	190		217		1 202 767
Améliorations locatives	136		164		191		218		
Véhicules	137	1 662 429	165		192		219		1 662 429
Ameublement et équipement de bureau	138	91 049	166	783	193		220		91 832
Machinerie, outillage et équipement divers	139	442 471	167	81 418	194	10 405	221		513 484
Terrains	140	766 341	168	872	195	(234 682)	222		1 001 895
Autres	141	750	169		196		223		750
	142	<u>27 139 811</u>	170	<u>285 175</u>	197	<u>10 405</u>	224		<u>27 414 581</u>
Immobilisations en cours	143	<u>553 287</u>	171	<u>708 889</u>	198		225		<u>1 262 176</u>
	144	<u>27 693 098</u>	172	<u>994 064</u>	199	<u>10 405</u>	226		<u>28 676 757</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	145	4 475 381	173	78 814	200		227		4 554 195
Eaux usées	146	5 122 365	174	287 173	201		228		5 409 538
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	836 572	175	90 765	202		229		927 337
Autres	148	646 362	176	32 658	203		230		679 020
Réseau d'électricité	149		177		204		231		
Bâtiments	150	602 801	178	31 472	205		232		634 273
Améliorations locatives	151		179		206		233		
Véhicules	152	801 314	180	80 542	207		234		881 856
Ameublement et équipement de bureau	153	59 714	181	11 323	208		235		71 037
Machinerie, outillage et équipement divers	154	311 580	182	33 012	209	8 210	236		336 382
Autres	155	750	183		210		237		750
	156	<u>12 856 839</u>	184	<u>645 759</u>	211	<u>8 210</u>	238		<u>13 494 388</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>14 836 259</u>					239		<u>15 182 369</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	240		243		245		247		
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()	
Valeur comptable nette	242						249		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	3 448 241	3 561 983
Autres	252	150 543	21 091
	253	3 598 784	3 583 074
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	1 604 772	1 767 612
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	1 994 012	1 815 462
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Autres	256	10 777	89
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	10 777	89
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

Au cours de l'exercice 2018 et des exercices antérieurs, la ville a accordé les contrats à long terme et/ou engagements de crédit suivants:

Les Habitations des Tisserandes

Contribution financière pour cinq (5) ans, à compter d'octobre 2014 soit la date d'entrée des locataires pour le salaire d'un intervenant à raison de 23 heures par semaine jusqu'à concurrence de 25 000 \$. De plus, une contribution financière sous forme de crédit de taxes a été accordée à l'organisme pour une période de quarante (40) ans jusqu'à un montant maximum de 45 000 \$ par année. Enfin, la ville assumera 10 % du coût du supplément au loyer jusqu'en septembre 2019. Les coûts annuels totaux estimés des contributions financières à l'organisme sont les suivants :

2019	2020 à 2053	2054
56 000\$	45 000\$	33 750\$

Déneigement des rues municipales

La ville a octroyé un contrat pour les saisons hivernales 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 à Excavation C.A.R.. Les coûts annuels totaux, excluant les taxes, sont les suivants :

2019	2020
38 200\$	31 200\$

Transbordement, transport et élimination des résidus domestiques

La ville, suite à un processus d'achat commun avec la Municipalité régionale de comté Le Haut-Saint-Laurent, a accordé un contrat de cinq (5) ans à Waste Management.

Les coûts annuels totaux sont les suivants :

2019	2020
54 000\$	54 000\$

19. Droits contractuels

La Ville a conclu des ententes pour la location de locaux. Les échéances de ces baux varient du 31 janvier 2021 au 30 septembre 2022.

Les montants des droits contractuels relativement à ces ententes s'établissent comme suit:

2019	130 251 \$
2020	168 970 \$
2021	103 925 \$
2022	39 933 \$

De plus, la Ville a signé des ententes avec les municipalités de Godmanchester et de Hinchinbrooke relativement à la fourniture de services liés à l'eau potable, le traitement des eaux usées et le réseau d'égout. Ces ententes sont en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020.

Les montants des droits contractuels relativement à ces ententes s'établissent comme suit:

2019	53 542 \$
2020	53 542 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, la Ville et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 981 745 \$ pour la réalisation de travaux. La Ville doit également investir 343 140 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2019. À la date des états financiers, une somme de 452 444 \$ a été comptabilisée à titre de revenu.

La Régie intermunicipale de la Patinoire de Huntingdon a conclu une convention d'aide financière d'un montant de 433 500 \$ avec le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur afin d'investir dans le remplacement des équipements de la salle mécanique. La Régie doit engager les coûts directs de ce projet au plus tard le 11 janvier 2020 et terminer les travaux au plus tard le 31 mars 2020. La Régie doit également participer au financement du projet dans une proportion d'au moins 50% des dépenses admissibles.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

En mars 2013, une entreprise a déposé une demande d'injonction afin d'obliger la ville à effectuer des travaux de décontamination d'un terrain. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, la ville avait mis en oeuvre son plan de réhabilitation du site dans son intégralité. La municipalité est, actuellement, en attente d'une autorisation finale du ministère de l'environnement. Conséquemment, une demande de report du procès a été faite auprès de la Cour supérieure. Aucune date de procès n'est prévue au moment de la mise au point définitive des états financiers.

Suite à des événements survenus le 24 avril 2018, une personne réclame une somme de 15 000 \$ à titre de dommages et inconvénients causés à la suite d'une chute sur la chaussée lors de la descente d'un trottoir, alléguant que les dommages ont été causés à la suite d'une négligence de la Ville. Elle affirme que la responsabilité de la municipalité est engagée.

Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Aucune provision n'a été inscrite aux livres de la ville. Advenant un accueil en faveur du demandeur, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Passif environnemental

À la suite de la cessation définitive des activités de Cleyn & Tinker Inc., la Ville de Huntingdon a procédé à l'acquisition des anciennes usines de textile appartenant à cette entreprise. Les dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement imposent à ceux

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

qui projettent de changer l'utilisation d'un terrain d'effectuer une étude de caractérisation. Or, cette étude a révélé la présence de contaminants dans une section de l'ancienne usine et un avis de contamination a été inscrit au registre foncier contre la propriété en question. Un plan de réhabilitation a été présenté au Ministère du développement durable, de l'Environnement et des Parcs qui en a approuvé le contenu.

En août 2014, la Ville a procédé aux travaux prévus au plan de réhabilitation et ceux-ci ont été financés par un règlement d'emprunt ainsi qu'une subvention de ClimatSol. À l'automne 2016, à la demande du ministère, des travaux ont été amorcés afin d'obtenir un complément d'information requis en appui à la demande d'impraticabilité technique présentée par la municipalité. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, les travaux n'étaient pas terminés.

Des tests de qualité de l'eau souterraine post-réhabilitation ont été effectués en novembre 2016 et en mai 2018. Les résultats des tests réalisés en mai 2018 ont démontrés que les concentrations de contaminant respectent les critères de qualité RES du guide d'intervention du MDDELCC.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25 Office municipal d'habitation

La Ville a signé une convention avec la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal d'habitation du Haut-Saint-Laurent par laquelle elle a délégué sa compétence en matière de logement et participera financièrement aux déficits d'exploitation des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu selon les modalités de la loi et des règlements de la Société d'habitation du Québec.

26 Sur Les Routes du Saint-Laurent

La Ville de Huntingdon a conclu une entente avec l'organisme à but non lucratif « Sur les routes du Saint-Laurent » relativement au transport en commun de personnes handicapées. La quote-part de la Ville de Huntingdon pour l'exercice 2018 s'élève à 6 287 \$ (2017 : 6 726 \$) et est incluse dans la charge reliée au transport en commun.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus								
Fonctionnement								
1 Taxes	2 797 714	2 926 280	2 900 688				2 900 688	
2 Compensations tenant lieu de taxes	237 110	242 513	244 520				244 520	
3 Quotes-parts								
4 Transferts	315 498	324 378	346 751			13 754	349 006	
5 Services rendus	723 618	668 000	1 230 085			2 255	1 264 609	
6 Imposition de droits	43 220	41 475	97 406			34 524	97 406	
7 Amendes et pénalités	5 376	5 000	4 780				4 780	
8 Revenus de placements de portefeuille								
9 Autres revenus d'intérêts	80 381	63 685	96 249			3	96 252	
10 Autres revenus	52 692	10 000	407 385			3 507	410 892	
11 Effet net des opérations de restructuration								
12	4 255 609	4 281 331	5 327 864			54 043	5 368 153	
Investissement								
13 Taxes								
14 Quotes-parts								
15 Transferts	272 469	622 660	141 636				141 636	
16 Imposition de droits								
Autres revenus								
17 Contributions des promoteurs								
18 Autres	15 765		3 000				3 000	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux								
19								
20	288 234	622 660	144 636				144 636	
21	4 543 843	4 903 991	5 472 500			54 043	5 512 789	
Charges								
22 Administration générale	753 416	812 338	794 231				819 443	
23 Sécurité publique	323 000	366 565	333 991			25 212	387 890	
24 Transport	479 384	537 135	570 095			53 899	701 354	
25 Hygiène du milieu	971 217	1 471 727	1 041 241			131 259	1 432 602	
26 Santé et bien-être	43 090	60 019	64 468			391 361	64 468	
27 Aménagement, urbanisme et développement	560 130	573 119	1 122 230			1 682	1 123 912	
28 Loisirs et culture	224 148	204 147	193 659			34 041	269 325	
29 Réseau d'électricité								
30 Frais de financement	237 668	225 058	236 122				237 521	
31 Effet net des opérations de restructuration								
32 Amortissement des immobilisations	641 519		637 454			1 399		
33	4 233 572	4 250 108	4 993 491				5 036 515	
34	310 271	653 883	479 009			(2 735)	476 274	
Excédent (déficit) de l'exercice								

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	Organismes contrôlés et partenaires	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	310 271	653 883	479 009	(2 735)	476 274	
Moins: revenus d'investissement	2	(288 234)	(622 660)	(144 636)	()	(144 636)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	22 037	31 223	334 373	(2 735)	331 638	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	641 519		637 454	8 305	645 759	
Produit de cession	5	6 000					
(Gain) perte sur cession	6	3 746		2 195		2 195	
Réduction de valeur / Reclassement	7						
Propriétés destinées à la vente	8	651 265		639 649	8 305	647 954	
Coût des propriétés vendues	9	2 077		187 122		187 122	
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11	2 077		187 122		187 122	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenaires commerciaux	12						
Remboursement ou produit de cession	13						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	14						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		362 520		(2 926)	(2 926)	
Remboursement de la dette à long terme	17	(436 032)	(563 737)	(596 278)	(4 046)	(600 324)	
	18	(436 032)	(201 217)	(596 278)	(6 972)	(603 250)	
Affectations	19	(52 774)	(5 400)	(85 544)	(2 944)	(88 488)	
Activités d'investissement	20						
Excédent (déficit) accumulé	21			11 270		11 270	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	67 650	175 394	231 880		231 880	
Excédent de fonctionnement affecté	23						
Réserves financières et fonds réservés	24						
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	26						
	27	243 906	169 994	157 606	(2 944)	154 662	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales		221 869	(31 223)	388 099	(1 611)	386 488	
				722 472	(4 346)	718 126	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Réalizations 2017		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	288 234	144 636		144 636
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(10 318)	(31 187)	()	(31 187)
Sécurité publique	3	(68 395)	(21 009)	()	(21 009)
Transport	4	(156 804)	(178 883)	()	(178 883)
Hygiène du milieu	5	(174 122)	(733 129)	()	(733 129)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(83 933)	(26 912)	(2 944)	(29 856)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(493 572)	(991 120)	(2 944)	(994 064)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(42 265)	(202 832)	()	(202 832)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13				
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	52 774	85 544	2 944	88 488
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	96 517	159 156		159 156
Excédent de fonctionnement affecté	16	58 809	38 391		38 391
Réserves financières et fonds réservés	17				
	18	208 100	283 091	2 944	286 035
	19	(327 737)	(910 861)		(910 861)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(39 503)	(766 225)		(766 225)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2017		2018		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	722 285	562 054	11 861	573 915
Débiteurs (note 5)	2	3 927 678	3 786 814	29 140	3 815 954
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenaires commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	1 767 612	1 604 772		1 604 772
Autres actifs financiers (note 9)	7	6 417 575	5 953 640	41 001	5 994 641
	8				
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 424 369	1 438 501		1 438 501
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	511 973	822 825	2 655	825 480
Revenus reportés (note 12)	12	80 901	120 478	52 598	173 076
Dette à long terme (note 13)	13	6 947 299	6 182 931	48 777	6 231 708
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	8 964 542	8 564 735	104 030	8 668 765
	16	(2 546 967)	(2 611 095)	(63 029)	(2 674 124)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)					
	17	14 663 617	15 015 088	167 281	15 182 369
Immobilisations (note 15)	18	1 815 462	1 994 012		1 994 012
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	35 202	37 630	3 599	41 229
Stocks de fournitures	20	89	10 777		10 777
Autres actifs non financiers (note 17)	21	16 514 370	17 057 507	170 880	17 228 387
	22				
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	596 329	961 878	17 966	979 844
Excédent de fonctionnement affecté	24	1 660 533	1 576 759		1 576 759
Réserves financières et fonds réservés	25	2 186	2 186		2 186
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(893 300)	(772 300)	()	(772 300)
Financement des investissements en cours	27	(224 208)	(990 433)		(990 433)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	12 825 863	13 668 322	89 885	13 758 207
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
		13 967 403	14 446 412	107 851	14 554 263

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
Rémunération	1	1 150 568	1 154 307	1 171 240	1 122 132
Charges sociales	2	242 267	231 141	233 630	224 738
Biens et services	3	2 292 498	2 379 193	2 406 845	1 742 803
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	178 558	160 515	161 914	172 338
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	6		16 094	16 094	19 193
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	46 500	59 513	59 513	47 659
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	205 930	208 191	194 437	171 877
Transferts	10				
Autres	11				6 726
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	97 787	107 117	107 117	81 484
Amortissement des immobilisations	14		637 454	645 759	649 520
Autres					
- Créances irrécouvrables	15		5 586	5 586	5 456
- Autres	16	36 000	34 380	34 380	30 704
-	17				
	18	4 250 108	4 993 491	5 036 515	4 274 630

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

Excédent (déficit) de l'exercice	11
---	-----------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18

Passifs

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14
	15
	16
Excédent (déficit) de l'exercice	17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 979 844	618 641
Excédent de fonctionnement affecté	2 1 576 759	1 660 533
Réserves financières et fonds réservés	3 2 186	2 186
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (772 300 ) (	893 300)
Financement des investissements en cours	5 (990 433)	(224 208)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 13 758 207	12 914 137
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 14 554 263	14 077 989
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 961 878	596 329
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10 17 966	22 312
	11 979 844	618 641
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
- Règlement 807-2010	12	54 852
- Règlement 724-2005	13 808 127	950 962
- Immeubles industriels	14 600 764	625 264
- Règlement 699-2005	15 167 868	
- Parc Sellar	16	11 539
- Remboursement dette PRECO	17	17 916
-	18	
-	19	
-	20	
	21 1 576 759	1 660 533
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 1 576 759	1 660 533
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 2 186	2 186
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
-	45	
-	46	
	47 2 186	2 186
	48 2 186	2 186

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
	54 () ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()
Autres		
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 () ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres		
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()
Autres		
- Autres financements	72 (	772 300) (893 300)
-	73 () ()
	74 (	772 300) (893 300)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 (	772 300) (893 300)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (990 433 ) (	( 224 208)
	84 (990 433)	(224 208)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85	15 182 369
Propriétés destinées à la revente	86	3 598 784
Prêts	87	14 836 259
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	3 583 074
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90	18 781 153
Ajustements aux éléments d'actif	91	18 419 333
	92	18 781 153
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (	6 231 708) (
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	23 469) (
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	494 555
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	658 919
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	893 300
	98 (	4 988 322) (
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	34 624) (
	100 (	5 022 946) (
	101	13 758 207
		12 914 137

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	()	
Charge de l'exercice	87	()	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Huntingdon a adhéré au volet à prestations déterminées du Régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREM). Étant un régime interemployeurs pour lequel la Ville de Huntingdon n'agit pas à titre de promoteur, sa participation à ce régime doit donc être comptabilisée comme un régime à cotisations déterminées.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	51 545
	<u>52 567</u>	<u>51 545</u>
	<u>52 567</u>	<u>51 545</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 1

Description des régimes et autres renseignements

La Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon offre à ses employés un REER individuel.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	627
	<u>640</u>	<u>627</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	6
	<u>6</u>	<u>6</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>2 898</u>	<u>2 257</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	6 297	7 404
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>9 779</u>	<u>6 011</u>
	119	<u>16 076</u>	<u>13 415</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2018	2018	2018	2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	846 437	851 483	819 338
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	498 144	457 963	485 037
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 344 581	1 309 446	1 304 375
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	626 400	626 816	626 390
Égout	11	58 320	58 468	58 226
Traitement des eaux usées	12	336 480	336 753	335 060
Matières résiduelles	13	170 430	170 502	170 551
Autres				
- Recyclage	14	131 100	131 437	130 869
- Police	15	144 900	145 167	144 435
- Vidange des boues	16	87 480	88 839	
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 000	11 791	11 180
Service de la dette	18	16 589	21 469	16 628
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 581 699	1 591 242	1 493 339
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 581 699	1 591 242	1 493 339
	27	2 926 280	2 900 688	2 797 714

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	62 737	62 660	62 448
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	148 573	150 235	143 457
	36	211 310	212 895	205 905
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	211 310	212 895	205 905
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	6 723	6 723	6 723
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	2 200	2 260	2 200
Taxes d'affaires	44			
	45	8 923	8 983	8 923
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	18 660	18 662	18 662
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	3 620	3 980	3 620
	48	22 280	22 642	22 282
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	242 513	244 520	237 110

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54		10 717	5 344
Sécurité incendie	55	500		900
Sécurité civile	56			
Autres	57	16 430	16 505	17 342
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	1 354	1 322	1 392
Réseau de distribution de l'eau potable	69	8 544	8 357	8 695
Traitement des eaux usées	70	244	239	251
Réseaux d'égout	71	7 952	7 779	8 087
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	10 000	16 219	12 099
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85	2 197	3 786	2 819
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		1 000	2 246
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	47 221	65 924	59 175

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94	10 850	21 010	21 010
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97		48 504	48 504
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	2 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	605 625	16 317	16 317
Traitement des eaux usées	109		51 658	51 658
Réseaux d'égout	110	4 185	4 147	4 147
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			14 354
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	622 660	141 636	141 636
				272 469

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	192 157	192 047	170 010
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			2 878
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	85 000	88 780	85 681
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	277 157	280 827	258 569
TOTAL DES TRANSFERTS	141	947 038	488 387	590 213

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	505	505	5 695
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	505	505	5 695
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	29 500	29 918	30 703
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	17 000	17 064	15 012
Réseaux d'égout	160	6 150	6 156	6 372
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	52 650	53 138	52 087
Santé et bien-être				
Logement social	170	1 500	1 725	1 104
Autres	171			
	172	1 500	1 725	1 104
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178	685	35 209	35 484
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181	685	35 209	35 484
Réseau d'électricité	182			
	183	54 150	56 053	94 370

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	92 400	94 125	95 005
	187	92 400	94 125	95 005
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189		400	200
Sécurité civile	190	3 800	4 021	3 820
Autres	191			
	192	3 800	4 421	4 020
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193		8 853	1 022
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195		1 156	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201		10 009	1 022
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202	11 600	35 033	12 659
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204		4 039	
Réseaux d'égout	205		21 956	1 250
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206		1 260	
Matières recyclables	207		1 540	1 890
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212	11 600	63 828	15 799
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219	459 700	946 860	481 148
Autres	220			
	221	459 700	946 860	481 148
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	46 350	54 789	67 278
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224			
	225	46 350	54 789	67 278
Réseau d'électricité	226			
	227	613 850	1 174 032	664 272
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	668 000	1 230 085	758 642

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	6 475	19 974	8 124
Droits de mutation immobilière	230	35 000	77 432	35 096
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	41 475	97 406	43 220
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	5 000	4 780	5 376
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	63 685	96 249	80 381
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		(2 195)	(3 746)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		396 786	100
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	10 000	15 794	75 633
	246	10 000	410 385	71 987
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
Non audité						
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
1	118 870	110 307	926	111 233	111 233	93 224
2	119 388	116 868	194	117 062	117 062	127 166
3	436 684	423 767	24 092	447 859	447 859	428 531
4	38 143	31 462		31 462	31 462	34 795
5						
6	99 253	111 827		111 827	111 827	92 262
7						
8	812 338	794 231	25 212	819 443	819 443	775 978
9	135 166	143 935		143 935	143 935	130 390
10	209 016	172 441	53 899	226 340	226 340	221 076
11	13 000	11 152		11 152	11 152	10 741
12	9 383	6 463		6 463	6 463	6 021
13	366 565	333 991	53 899	387 890	387 890	368 228
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
14	369 918	389 668	105 664	495 332	495 332	438 264
15	97 296	106 852	21 463	128 315	128 315	106 950
16	32 963	34 200	14 272	48 472	48 472	44 437
17	4 800	495	(10 140)	(9 645)	(9 645)	11 608
18	32 158	38 880		38 880	38 880	27 940
19						
20						
21						
22	537 135	570 095	131 259	701 354	701 354	629 199
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale						
Enlèvement de la neige						
Éclairage des rues						
Circulation et stationnement						
Transport collectif						
Transport en commun						
Transport aérien						
Transport par eau						
Autres						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
Non audité						
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	387 819	366 884	31 961	398 845	403 248
Réseau de distribution de l'eau potable	24	71 509	97 697	59 895	157 592	120 763
Traitement des eaux usées	25	728 433	265 044	240 379	505 423	514 536
Réseaux d'égout	26	27 333	58 554	48 460	107 014	68 686
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	55 138	66 644	5 333	71 977	58 572
Élimination	28	69 300	59 662		59 662	61 677
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	82 702	83 184	5 333	88 517	83 785
Tri et conditionnement	30	15 000	12 609		12 609	13 086
Matières organiques						
Collecte et transport	31	22 665	21 463		21 463	23 926
Traitement	32	6 600	6 186		6 186	6 144
Matériaux secs	33					
Autres	34	4 658	2 766		2 766	4 658
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	570	548		548	510
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	1 471 727	1 041 241	391 361	1 432 602	1 359 591
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	54 000	61 625		61 625	43 090
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	6 019	2 843		2 843	2 843
	44	60 019	64 468		64 468	43 090
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	94 670	70 978		70 978	63 697
Rénovation urbaine	46					
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens						
Promotion et développement économique	48	471 650	1 042 268	1 682	1 043 950	489 108
Industries et commerces	49	1 200	2 766		2 766	1 075
Autres	50					
Autres	51	5 599	6 218		6 218	8 016
	52	573 119	1 122 230	1 682	1 123 912	561 896

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	34 900	39 399	39 399	39 399	36 376
Patinoires intérieures et extérieures	54	15 754	14 404	8 983	23 387	54 483
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 412	33 250	25 058	58 308	39 626
Parcs et terrains de jeux	56	92 746	85 294		85 294	105 894
Parcs régionaux	57	9 635	8 029		8 029	8 006
Expositions et foires	58	2 000	1 867		1 867	3 560
Autres	59	5 000	5 456		5 456	38 221
	60	195 447	187 699	34 041	221 740	263 365
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	8 700	5 960		5 960	11 292
	66	8 700	5 960		5 960	11 292
	67	204 147	193 659	34 041	227 700	269 325
	68					297 458
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	168 532	164 227		164 227	180 157
Autres frais	70	10 026	12 382		12 382	11 374
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	46 500	59 513		59 513	47 659
	73	225 058	236 122		236 122	239 190
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		637 454 (	637 454)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Huntingdon

Code géographique : 69055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable				
Usines de traitement de l'eau potable	1	204 339	204 339	28 308
Usines et bassins d'épuration	2	7 837	7 837	19 449
Conduites d'égout	3	279 032	279 032	84 282
Sites d'enfouissement et incinérateurs	4	194 047	194 047	24 582
Chemins, rues, routes et trottoirs	5			
Ponts, tunnels et viaducs	6	72 646	72 646	56 376
Systèmes d'éclairage des rues	7			
Aires de stationnement	8	36 475	36 475	
Parcs et terrains de jeux	9			
Autres infrastructures	10			
Réseau d'électricité	11			56 716
Bâtiments	12			
Édifices administratifs	13	93 970	93 970	78 843
Édifices communautaires et récréatifs	14			24 183
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18	783	783	12 467
Machinerie, outillage et équipement divers	19	101 991	104 063	24 137
Terrains	20		872	86 040
Autres	21			
	22	991 120	994 064	495 383

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	204 339	204 339	28 308
Usines de traitement de l'eau potable	24	7 837	7 837	19 449
Usines et bassins d'épuration	25	279 032	279 032	84 282
Conduites d'égout	26	194 047	194 047	24 582
Autres infrastructures	27	109 121	109 121	113 092
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	196 744	199 688	225 670
	34	991 120	994 064	495 383

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	923 922	158 808	159 110	923 620
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	213 046		45 092	167 954
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	5 221 679	(158 808)	393 823	4 669 048
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 358 647		598 025	5 760 622
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	658 919		164 364	494 555
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	658 919		164 364	494 555
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	658 919		164 364	494 555
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	658 919		164 364	494 555
	19	7 017 566		762 389	6 255 177
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	7 017 566		762 389	6 255 177

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	6 206 400
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	990 433
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	923 620
--	---	---------

Débiteurs	9	488 550
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 784 663
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	47 929
--	----	--------

Endettement net à long terme	17	5 832 592
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	141 753
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	5 974 345
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	5 974 345
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	37 743	31 134	34 520
Autres	3	41 333	56 153	41 820
Sécurité publique				
Police	4	4 845	2 897	3 858
Sécurité incendie	5	10 244	9 608	9 224
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	25 871	32 593	21 214
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	17 298	15 787	17 325
Cours d'eau	13	340	315	280
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	6 019	2 843	2 843
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	6 392	4 811	2 548
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	18 157	19 875	20 514
Autres	21	5 599	4 432	3 276
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	23 389	21 783	8 006
Activités culturelles	23	8 700	5 960	9 292
Réseau d'électricité				
	24			
	25	205 930	208 191	171 877

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	991 120	493 572
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	991 120	493 572

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	40,00	6 140,00	231 438	46 773	278 211
Professionnels	2	35,00	3 645,88	153 326	30 986	184 312
Cols blancs	3	35,00	7 358,00	160 545	32 445	192 990
Cols bleus	4	40,00	19 347,94	478 104	96 623	574 727
Policiers	5					
Pompiers	6	1,50	2 403,36	51 347	3 707	55 054
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
Élus	8	44,15	38 895,18	1 074 760	210 534	1 285 294
	9	7,00		79 547	20 607	100 154
	10	51,15		1 154 307	231 141	1 385 448

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	1 322			1 322
Réseau de distribution de l'eau potable	13	8 357	11 552		24 674
Traitement des eaux usées	14	239	36 574		51 897
Réseaux d'égout	15	7 779	2 936		11 926
Autres	16	329 054	63 379		398 568
	17	346 751	114 441		488 387

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	76 826	67 559
	4	76 826	67 559
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	11 355	11 895
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	11 355	11 895
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	31 077	33 233
Enlèvement de la neige	11	5 669	6 150
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	36 746	39 383
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 382	2 698
Réseau de distribution de l'eau potable	17	17 219	18 207
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	15 472	16 544
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	26	489
Matières recyclables	21	17	326
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	35 116	38 264
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	69 219	72 978
Autres	34		
	35	69 219	72 978
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	6 860	7 589
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	6 860	7 589
Réseau d'électricité			
	40		
	41	236 122	237 668

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé	26		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	27		
Excédent de fonctionnement affecté	28		
Réserves financières et fonds réservés	29		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	30		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
André Brunette	24 653	12 277
Denis St-Cyr	5 883	2 941
Florent Ricard	5 883	2 941
Rémi Robidoux	5 883	2 941
Andréa Geary	5 836	2 918
Maurice Brossoit	5 835	2 918
Dominic Tremblay	5 836	2 918

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

- | Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | _____ | \$ |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT? | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

- | | | | |
|--|----------------------------|---------------------------------------|----|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018 | 7 | _____ | \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input type="checkbox"/> | 9 <input checked="" type="checkbox"/> | |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	28 863 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	1 700 274 \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	1 166 \$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ
- | | | |
|---|--|-------|
| | 24 | \$ |
| Total des frais encourus admissibles au volet ERL : | | |
| a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) | | |
| | - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver | 25 \$ |
| | - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver | 26 \$ |
| b) Dépenses d'investissement | | |
| | 27 | \$ |
| c) Total des frais encourus admissibles | | |
| | 28 | \$ |
| d) Description des dépenses d'investissement : | | |
| e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications : | | |
| Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 : | | |
| | a) Numéro de la résolution | 29 |
| | b) Date d'adoption de la résolution | 30 |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Huntingdon

Code géographique : 69055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Huntingdon

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Huntingdon (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2020-02-10

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Huntingdon

Code géographique : 69055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	983 595
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	411 978
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	1 395 573

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	629 725
Égout	11	58 800
Traitement des eaux usées	12	338 400
Matières résiduelles	13	171 405
Autres		
- Vidange des boues	14	89 400
- Recyclage	15	131 575
- Police	16	145 530
Centres d'urgence 9-1-1	17	12 000
Service de la dette	18	14 131
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 590 966
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 590 966
	27	2 986 539

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	64 139
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	158 066
	9	222 205
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	222 205

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	6 723
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	2 260
Taxes d'affaires	17	
	18	8 983

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	18 660
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	3 980
	21	22 640

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	253 828

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité
Taxes sur la valeur foncière
Taxes générales

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
1	.....	X 2 /100\$ 3	.....	.....	.....	.....	.....
4	114 433 442	X 5 0,5600 /100\$ 6	640 828	.....	.....	.....	.....
7	8 505 924	X 8 0,5600 /100\$ 9	47 633	.....	.....	.....	.....
10	29 645 334	X 11 1,0900 /100\$ 12	323 134	.....	.....	.....	.....
13	.....	X 14 /100\$ 15	.....	.....	.....	.....	.....
16	.....	X 17 /100\$ 18	.....	.....	.....	.....	.....
19	.....	X 20 /100\$ 21	.....	.....	.....	.....	.....
22	.....	X 23 /100\$ 24	.....	.....	.....	.....	.....
Total	.....	.....	1 011 595	26 (28 000) 27 (	28	29	983 595

Taxes spéciales
Service de la dette (taux unique)
Service de la dette (taux variés)

30	152 584 700	X 31 0,2700 /100\$ 32	411 978	.....	.....	.....	.....
33	.....	X 34 /100\$ 35	.....	.....	.....	.....	.....
36	.....	X 37 /100\$ 38	.....	.....	.....	.....	.....
39	.....	X 40 /100\$ 41	.....	.....	.....	.....	.....
42	.....	X 43 /100\$ 44	.....	.....	.....	.....	.....
45	.....	X 46 /100\$ 47	.....	.....	.....	.....	.....
48	.....	X 49 /100\$ 50	.....	.....	.....	.....	.....
51	.....	X 52 /100\$ 53	.....	.....	.....	.....	.....
Total	.....	.....	411 978	54 (.....) 55 (.....) 56 (.....) 57 (.....) 58	59	60	411 978

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 () 27 ()	28		29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 () 56 ()	57		58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 () 63 ()	64		65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	3 | 5 | 0	,	0 | 0	\$
Égout	2	4 | 0	,	0 | 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1 | 3 | 0	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau au compteur	3,0000	7	du 1 000 gallons
Matière recyclables	95,0000	4	par unité
Exploitation assainissement	160,0000	4	par unité
Sûreté du Québec	105,0000	4	par unité
Vidange bassins d'épuration	60,0000	4	par unité
Service de la dette Anciens-Combattants	40,2000	3	du mètre linéaire

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	2 986 539
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	28 000

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	157 120
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	12 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	2 817 419

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 152 584 700

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 8 | 4 | 6 | 5 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>			Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
					Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière								
	Générales	1	403 177				70 599	
	De secteur	2						
	Autres	3						
Taxes sur une autre base								
Taxes, compensations et tarification								
	Service de la dette	4						
	Autres	5						
Taxes d'affaires								
	Sur la valeur locative	6						
	Autres	7						
		8	403 177				70 599	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences		Autres
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9 921 797		1 395 573
De secteur	10		
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 14 131		14 131
Autres	13 1 564 835		1 564 835
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 2 500 763		2 974 539

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	5 176 665 \$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	444 500 \$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	149 799 \$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	\$
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	2019-01-31

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	